

Opole (Oppeln), 3 août 1921.

# BULLETIN DE PRESSE

## I. — AFFAIRES DE HAUTE-SILÉSIE

### A. — PRESSE POLONAISE

Le « Conseil directeur du peuple ».

Le Commissariat de plébiscite et la commission de liquidation du mouvement insurrectionnel ayant été dissous, les partis de Haute-Silésie se sont entendus pour créer un organe chargé de les représenter. Un « conseil directeur du peuple de Haute-Silésie » a été institué; il comprend des représentants du parti national ouvrier, du parti socialiste polonais, de l'union chrétienne du peuple et du parti populaire.

Les devoirs de ce conseil seront de défendre les intérêts du peuple haut-silézien et de le représenter auprès des autorités interalliées.

Suit une longue proclamation dans laquelle le « conseil directeur du peuple » fait appel à la population pour qu'elle lui donne sa confiance jusqu'au moment où une décision équitable rattachera la Haute-Silésie à sa mère-patrie, la Pologne.

La proclamation porte les signatures suivantes :

Pour le parti national ouvrier : Dr. Gornik, Grajek, l'Abbé Kubina, Josef Rymer, Sikora. — Pour le parti socialiste polonais : Bobek, Czapary, Wichula. — Pour l'Union chrétienne du peuple : Josef Grzegorzek, Jan Kowalczyk. — Pour le parti populaire : Dr. Ogorek, Potempa.

Pclak. 1<sup>er</sup> août.

### A propos du projet de sir Harold Stuart.

Varsovie, 30 juillet. — D'après diverses informations, il apparaît que le projet anglais de remettre immédiatement à la Pologne une petite partie seulement du Territoire plébiscitaire alors que le bassin industriel resterait sous l'administration interalliée est de plus en plus en faveur au sein de la Commission Interalliée.

L'article 88 du Traité de Versailles et les paragraphes 5 et 6 de l'annexe sont pourtant formels : ils prescrivent un partage, en une fois et immédiat après le plébiscite, entre la Pologne et l'Allemagne et ne permettent pas d'envisager une autre solution.

La Diète en appelle donc au Gouvernement pour que celui-ci représente aux nations de l'Entente qu'une telle solution serait une violation du Traité de Versailles, dont la Pologne est également signataire.

(Gazeta Ludowa, 2 août.)

### B. — PRESSE ALLEMANDE

#### a. — PRESSE DE HAUTE-SILÉSIE

Encore pas d'accord  
sur la question de Haute-Silésie.

Paris, 2 août. — Les experts sont encore loin d'être arrivés à un accord. Les Français persistent à défendre la ligne proposée par le général Le Rond, tandis que les experts anglais et italiens proposent une ligne plus favorable à l'Allemagne que le projet Sforza.

(Wanderer, 2 août.)

#### Dissolution de la ligue des « Heimattreue ».

Tous les journaux de Haute-Silésie publient l'avis suivant :

« Inspiré par un profond amour du pays, le peuple de Haute-Silésie se donna, voilà plus d'un an, son organisation de plébiscite, la « Ligue des Haut-Siléziens fidèles au pays » (*Verband Heimattreuer Oberschlesier*).

« Cette organisation n'était pas créée en vue d'un but égoïste; non, elle se proposait de servir les véritables intérêts du peuple de Haute-Silésie. Après avoir atteint son but, c'est-à-dire après le plébiscite, la ligue devait se dissoudre. Cette heure est venue, grâce à l'héroïsme et à l'esprit de sacrifice des « Heimattreue », qui sont restés fidèles à l'Allemagne et n'ont pas quitté leur poste, malgré les insurrections polonaises et la terreur effroyable des mercenaires de Korfanty. Le 20 mars prouva par la voix de l'énorme majorité du peuple de Haute-Silésie que cette province doit rester attachée à l'Allemagne. Le but de notre organisation était donc atteint. La dernière insurrection polonaise, qui a dépassé en horreur tout ce qu'on avait vu jusqu'à ce jour, a retardé la dissolution de notre organisation prévue par les statuts et lui a imposé une tâche nouvelle et importante. Aujourd'hui, elle est résolue à son tour, et notre association se dissout.

« Merci à tous ceux qui nous ont offert leur concours désintéressé, qui, malgré la terreur polonaise, les sévices et les déportations, sont restés fidèles à la cause allemande.

« Merci à tous les partis et syndicats de Haute-Silésie, qui, négligeant leurs intérêts particuliers, ont collaboré avec nous; merci aux innombrables organisations qui,





en parfaite communion de travail, se sont unies à nous.  
« Notre association a beau être dissoute, son esprit et son amour de la patrie survivront. Aux heures critiques, ceux-ci sont plus forts que les intérêts de parti, les conflits de classes, de religion ou de langue.

« Nous sommes certains que, si la patrie nous appelait une fois encore pour une grande tâche, l'amour de notre pays, la fidélité au sol natal l'emporteraient encore et que nous nous retrouverions tous au mot de ralliement : « Heimattreu ! »

*Verband Heimattreuer Oberschlesier,  
Centrale Kattowitz :  
Signé : Dr Quester.*

#### Mort du comte de Donnersmarck.

Le comte Arthur Henckel von Donnersmarck est mort ces jours-ci à l'âge de 86 ans. Il était le cadet de trois frères et co-propriétaire de l'entreprise industrielle Hugo-Lazy-Arthur Henckel von Donnersmarck. Les propriétaires actuels de l'entreprise sont les comtes Edwin et Edgar Henckel von Donnersmarck.

*(Oberschlesische Zeitung, 2 août.)*

#### Pour assurer la liberté du travail.

La Commission Interalliée a publié l'arrêt suivant :  
« Dans les mines et usines de la région industrielle, il s'est fréquemment produit, depuis quelque temps, que des employés aient été menacés et qu'on en soit même venu à des voies de faits. Un tel état de choses a porté la plus grave atteinte à la liberté du travail. Dorénavant, les offenses, menaces et voies de faits seront punies de peines de prison dès qu'elles seront signalées. Dans l'intérêt de la vie économique de Haute-Silésie, tous les différends et désaccords doivent être empêchés. » *(Ibid.)*

#### Une inspection britannique.

Dimanche matin, deux officiers anglais venant de Gleiwitz arrivèrent à Kattowitz. Ils seraient chargés de parcourir le territoire insurrectionnel encore menacé aujourd'hui et de faire ensuite un rapport à Oppeln. (Le reste de l'information a été supprimé par la censure.)

*(Rundschau, 3 août.)*

#### Où la « commission de déshabillage » reparait.

Samedi soir, deux commerçants de Zabrze furent assaillis par plusieurs bandits et dépouillés de leurs vêtements. En outre, on vola à l'un une somme de 3,000 mark, à l'autre sa montre. Les bandits disparurent sans être reconnus. *(Oberschlesische Post, 3 août.)*

### b. — PRESSE D'ALLEMAGNE

#### Les délibérations des experts.

Paris, 2 août. — Pertinax écrit dans l'*Echo de Paris* :  
« Les experts ont discuté le texte du Traité et examiné les travaux de ceux qui se sont auparavant occupés de la question, c'est-à-dire qu'ils ont étudié la première proposition du général de Marinis et du colonel Percival prévoyant l'intégrité de la zone industrielle, puis les

propositions de Korfanty et du général Le Rond et, enfin, le projet du comte Sforza qui prévoit deux solutions : l'une partageant le territoire industriel, l'autre en laissant la plus grande partie à l'Allemagne. Les experts n'ont pu parvenir à s'entendre. Samedi, les commissaires anglais proposèrent un tracé de frontière à peu près identique à la première proposition anglo-italienne : outre les cercles de Rybnik et de Pless, il prévoyait l'attribution à la Pologne d'une partie des cercles de Lublinitz et de Rosenberg. On revenait donc à la proposition la plus favorable du comte Sforza. Les experts italiens ont été autorisés par le ministre des affaires étrangères actuel à ne pas se considérer comme liés par les projets officiels de son prédécesseur. Actuellement, les experts s'efforcent d'établir une ligne en tenant compte du résultat par communes sans se préoccuper des irrégularités que pourra présenter cette ligne. »

D'après le *Temps*, la commission des experts aura terminé ses travaux le 7 août, au plus tard.

*(Breslauer Zeitung, 3 août.)*

#### Le programme de la Conférence.

D'après l'*Echo de Paris*, le Conseil Suprême étudiera les questions suivantes : envoi de renforts en Haute-Silésie, tracé de la frontière germano-polonaise, suppression des sanctions en Rhénanie (l'Angleterre demande leur suppression, la France leur maintien), les arrêts du tribunal de Leipzig, le moyen de parer à la famine en Russie, le désarmement et l'établissement d'un contrôle économique en Allemagne, enfin les questions d'Orient et d'Albanie.

*(Ibid.)*

#### Des autorités françaises payent les insurgés.

Actuellement, le commandant Feyler, de Kattowitz, paie aux employés polonais de « l'Apo » qui ont pris part à l'insurrection la solde qu'ils n'avaient pas touchée pendant l'insurrection. Ainsi, les agents de « l'Apo » qui ont failli au serment fait à la Commission Interalliée continuent à recevoir leur solde. On leur rend leurs armes et les effets d'équipement qu'ils avaient en général fait disparaître.

*(Ibid.)*

#### Un discours de Wirth à Brême.

Dans un discours fait à Brême, le docteur Wirth a déclaré qu'il ne fallait pas se laisser décourager par la situation actuelle et que l'idée de justice finira par triompher un jour. Il invite les nations à respecter le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et à ne pas violer les principes de liberté et de démocratie. La civilisation allemande est en jeu dans ce pays de Haute-Silésie, qui a connu, sous le régime démocratique allemand, de plus beaux jours que sous la domination des nationalistes polonais.

*(Ibid.)*

#### Une opinion du *Matin*.

La question de Haute-Silésie ne recevra probablement qu'une solution provisoire. On adoptera, sans doute, le projet anglo-italien qui ne prévoit qu'un partage provisoire et la réduction du territoire occupé. Mais la



France ne peut accepter cette proposition que si l'on tient compte des résultats du plébiscite lors de la solution définitive. (*Berliner Tageblatt*, 2 août.)

### La décision définitive.

L'Agence Havas annonce de Paris : « Dans sa séance de samedi, le conseil des ministres a déclaré qu'il ne s'opposerait pas à une solution définitive de la question de Haute-Silésie et de celle des sanctions. Le *Temps* annonce que les délibérations des experts français et allemands ont été interrompues. On ne les reprendra qu'après le règlement de la question de Haute-Silésie.

D'après le *Times*, la décision sur la Haute-Silésie sera prise vraisemblablement le deuxième et le troisième jour de la Conférence. La décision fait l'objet de plusieurs paris, mais il est surprenant que les paris ne soient pas en majorité pour la Pologne. Lundi on pariait cinq sur l'attribution de la Haute-Silésie à la Pologne et cinq sur le partage de la Haute-Silésie entre la Pologne et Allemagne. (*Schlesische Volkszeitung*, 3 août.)

Paris, 2 août. — M. Lloyd George et lord Curzon arriveront dès dimanche à Paris. Le maréchal Wilson prendra part également à la Conférence, M. Balfour étant empêché. Suivant le *Matin*, la Belgique et, vraisemblablement aussi, la Yougo-Slavie et la Roumanie (en qualité d'Etats voisins de la Russie) seront invitées. Si la question d'Orient vient en discussion, la Grèce sera également entendue. Le Gouvernement français a en outre le vif désir de voir l'ambassadeur des Etats-Unis à Londres assister à la Conférence autrement qu'en qualité de témoin. On espère toujours que M. Harvey aura pleins pouvoirs de son Gouvernement et pourra ainsi intervenir dans la discussion. Six ou sept questions figurent au programme; il faut donc que chaque jour voie le règlement d'une de ces questions pour que la Conférence remplisse sa mission.

La Russie ne sera secourue que si les soviets acceptent certaines conditions. En Orient, on s'attend à de nouvelles prétentions grecques. L'Angleterre et l'Italie se sont déjà consultées sur cette éventualité. La France désire utiliser la Conférence pour discuter avec ses Alliés la question d'Orient. Enfin, on parlera des criminels de guerre pour répondre au vœu de la Belgique, et l'Italie souhaite que les Alliés prennent une décision sur l'Albanie.

Nous ne pouvons croire, dit le *Berliner Tageblatt*, que les informations du *Matin* sur le « partage provisoire » soient exactes, car la Haute-Silésie serait alors complètement ruinée par des troubles persistants. L'Allemagne exige une décision définitive conforme à la victoire allemande de plébiscite.

(*Berliner Tageblatt*, 2 août.)

### Le sort de Pless et de Rybnik.

Breslau, 1<sup>er</sup> août. — Une délégation britannique parcourt pour l'instant les cercles de Pless et de Rybnik, chargée par le Gouvernement britannique de se renseigner sur les sentiments de la population. Le Gouvernement veut évidemment utiliser ces rapports lors de la

décision sur la Haute-Silésie. Cette mesure ainsi que la communication faite par le ministère des affaires étrangères allemand suivant laquelle la Haute-Silésie doit rester indivisible et allemande, ont encouragé la population allemande des cercles de Pless et de Rybnik, sans parler de nombreux Polonais qui espèrent rester Allemands. On sait que, dans ces cercles, les minorités allemandes n'ont été si faibles lors du plébiscite que parce que les terroristes polonais tenaient complètement le pays. De nombreux et notables Haut-Silésiens exigent que l'on recommence le plébiscite dans les cercles de Pless et de Rybnik avec une protection plus efficace des troupes alliées. On assure que le nouveau plébiscite changerait la face des choses, la cause polonaise ayant beaucoup perdu de la sympathie dont elle pouvait jouir auprès des Polonais, en raison du troisième soulèvement. On ne peut que s'étonner extrêmement de ce qu'un grand industriel allemand de Pless se soit déclaré pour l'attribution des cercles de Pless et de Rybnik à la Pologne. Nous pouvons assurer que cette personnalité n'est nullement qualifiée pour exprimer une opinion autorisée au nom de qui que ce soit. Ce sont justement les milieux industriels et syndicalistes de Pless et de Rybnik qui ont prouvé par leur question aux affaires étrangères que tous les milieux influents étaient pour l'Allemagne. Le rédacteur en chef de l'*Oberschlesische Kurier* a eu un entretien avec un politicien étranger bien connu qui parcourt ces districts. Suivant ce personnage, qui puise ses informations aux meilleures sources, l'*Oberschlesische Kurier* assure qu'il faut espérer voir la Haute-Silésie tout entière rester à l'Allemagne. (*Ibid.*)

### Un télégramme au président Harding.

Francfort, 2 août. — Miss Ray Beveridge a parlé hier dans une réunion organisée à Francfort-sur-le-Mein par les « Heimattreuen Oberschlesier » en faveur des réfugiés de Haute-Silésie. Miss Beveridge a exposé en détail à la tribune les horreurs polonaises tolérées par les Français. L'assemblée, sur la foi de ces déclarations, a décidé d'envoyer le télégramme suivant au président Harding :

« Réunis en masse à Francfort-sur-le-Mein pour protester, nous prions Votre Excellence d'intervenir en faveur d'une solution équitable en Haute-Silésie. Si des troupes de l'Entente doivent être envoyées en Haute-Silésie, nous prions le Gouvernement américain d'y adjoindre des troupes américaines ».

(*Tägliche Rundschau*,  
et *Frankfurter Zeitung*, 2 août.)

### Préparatifs polonais dans la région industrielle.

La *Gazeta Robotnicza* de Kattowitz parle de bagarres entre le « Selbstschutz » et les Italiens d'une part, les Français et les Polonais de l'autre. Les deux partis auraient éprouvé des pertes très importantes. La cause du combat serait due aux provocations de la police de plébiscite allemande qui aurait attaqué sans raison un détachement de gardes communales polonaises.

Cette information, inventée de toutes pièces, vise à dissimuler les préparatifs faits par les Polonais en vue



de la quatrième insurrection. Des effectifs importants sont concentrés à la frontière du cercle de Pless où l'on amène sans cesse de l'artillerie lourde. Dans la région industrielle de Rybnik, les Polonais organisent de nombreuses réunions.

(*Breslauer Morgenzeitung*, 3 août.)

#### M. Briand hésite.

M. Briand n'avait pas encore envoyé hier soir les invitations aux différentes puissances qui doivent être représentées à la Conférence du Conseil Suprême. Le président du conseil attend que l'ordre du jour soit

établi pour voir quels Etats doivent être invités en dehors de la France, l'Angleterre, l'Italie et le Japon.

(*Schlesische Volkszeitung*, 3 août.)

#### Propagande anti-anglaise.

Kattowitz. — Parmi la population polonaise du cercle de Kattowitz, on fait une propagande ouverte contre les troupes d'occupation anglaises. On prépare, dit-on, une grève pour obliger la Commission Interalliée à les retirer du cercle. Trois soldats anglais ont déclaré avoir été désarmés à Tost par des Polonais et retenus prisonniers (?)

(*Ibid.*)

---

## II. — POLITIQUE GÉNÉRALE

### A. — PRESSE ALLEMANDE

#### Crise gouvernementale évitée à Varsovie.

Varsovie, 2 août. — Les partis gouvernementaux ont pu l'emporter sur l'opposition dans la question du budget. La proposition de clôture a été adoptée, des adversaires mêmes de M. Witos voulant éviter une crise au moment de la décision sur la Haute-Silésie. La Diète s'est ajournée jusqu'à la fin de septembre.

(*Breslauer Neueste Nachrichten*, 2 août.)

### B. — PRESSE ALLIÉE

#### La réunion du Conseil Suprême.

Le *Petit Parisien* annonce de Londres que la démarche commune des Alliés à Berlin n'aurait pas eu lieu hier. Les instructions des représentants de l'Italie et de l'Angleterre seraient encore incomplètes.

D'après ce même journal, lord Hardinge et le maréchal Wilson feraient partie de la délégation britannique au Conseil Suprême.

Le *Matin* croit savoir que la Belgique, la Yougoslavie, la Pologne et la Roumanie seront invitées à participer aux travaux du Conseil Suprême. La Grèce serait entendue sur la question d'Orient.

L'Agence Renter annonce officiellement que M. Lloyd George et lord Curzon quitteront Londres dimanche pour Paris. Les délibérations du Conseil Suprême ne dureraient que peu de jours, les ministres anglais devant rentrer à Londres pour régler les affaires d'Irlande.

Les experts français, anglais et italiens continuent l'étude du partage de la Haute-Silésie. Leur travail devra être terminé le 7.

(*Havas*, 2 août.)

#### L'Allemagne et les réparations.

D'après le *Petit Parisien*, les pourparlers relatifs aux réparations entre les experts français et allemands ont donné de bons résultats. L'Allemagne ne demanderait que des modifications de détail. Toutefois, l'échange des signatures définitives serait retardé du fait que Berlin s'efforce de provoquer un échange de vues franco-allemand sur la question de Haute-Silésie avant la réunion du Conseil Suprême.

(*Ibid.*)

#### La situation en Russie.

La situation résultant de la famine qui affecte 48 millions d'habitants serait telle que le pouvoir de Lénine et Trosky en est sérieusement ébranlé. Il se confirme que de nombreux éléments de forces rouges font quotidiennement cause commune avec le peuple affamé.

Le *Gaulois* reproduit une information du *Lokal-Anzeiger*, d'après lequel le gouvernement des soviets aurait informé les chefs mencheviks qu'il est dans l'impossibilité de faire face à la situation actuelle. Il se serait déclaré prêt à convoquer des représentants de tous les partis pour décider du sort de la Russie. Un comité de secours, au sein duquel les bolchevistes sont faiblement représentés, prendrait le pouvoir.

(*Ibid.*)



### III. — COMMUNIQUÉ A LA PRESSE

---

Dans la journée du 31 juillet 1921, les autorités interalliées ont arrêté à Kreuzburg un ouvrier mineur nommé Leo Joschke, né de parents allemands à Ruda (Haute-Silésie) le 10 avril 1901 et qui appartient à une organisation secrète de Beuthen.

Leo Jeschke reconnaît formellement être l'auteur du crime commis contre le commandant français Montalègre, assassiné à Beuthen le 4 juillet 1921.

Il résulte également de ses aveux, qu'après avoir accompli son crime, il s'était tout d'abord enfui à Breslau.

---

### IV. — COURS DES CHANGES

#### Bourse de Berlin du 2 août.

Franc . . . . .	628
Livre . . . . .	295
Lire . . . . .	349
Dollar . . . . .	82 845

(Communiqué par le Département des Finances.)

#### Bourse de Paris du 2 août.

Londres . . . . .	46 87 1/2
New-York . . . . .	13 16
Allemagne . . . . .	16
Italie . . . . .	56 1/4

(Presse Radio, 2 août.)

---





